



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-009

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
parcours type Droit du travail et de l'emploi
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et de Science Politique en date du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit du travail et de l'emploi sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social parcours type Droit du Travail et de l'Emploi est une formation universitaire qui permet aux étudiants d'acquérir des connaissances et compétences solides en droit du travail et de l'emploi permettant d'en maîtriser l'application pratique et d'en développer une analyse critique et prospective adaptée aux besoins des personnes et des entreprises.

ARTICLE 2. Condition d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit du Travail et de l'Emploi, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit social ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et professionnel du candidat, ainsi que d'une lettre de motivation et le cas échéant, d'un entretien de recrutement. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains prérequis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit du Travail et de l'Emploi, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2^e année Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours Droit du Travail et de l'Emploi, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre comprend une unité d'enseignement, totalisant respectivement 40 et 20 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche

7.1 - Pour l'UE3 du semestre 4, les étudiants choisissent soit la voie professionnelle, soit la voie recherche.

7.2 - Dans la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de trois mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

7.3 - Dans la voie recherche, l'étudiant rédige et soutient un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants du parcours. Il effectue également un stage qui peut être d'une durée inférieure à trois mois. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la Présidente de l'université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3, et une session unique pour le semestre 4, dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées de la façon suivante :

UE1 :

Deux épreuves écrites d'une durée de 5 heures portant sur deux matières désignées par le responsable de la formation parmi les matières constitutives de l'UE ; ce choix, identique pour les deux sessions, est dévoilé 8 jours avant la première épreuve écrite.

UE2 :

Deux interrogations orales portant sur deux matières désignées par le responsable de la formation parmi les matières constitutives de l'UE2 ou parmi celles de l'UE1 non retenues pour les épreuves écrites ; ce choix, identique pour les deux sessions, est dévoilé 8 jours avant le commencement des épreuves orales.

UE3 :

Le rapport de stage est évalué par un membre de l'équipe pédagogique, avec l'avis le cas échéant d'un référent désigné dans la structure d'accueil (tuteur de stage).

Le mémoire de recherche donne lieu à une soutenance devant un jury désigné par le responsable de la formation.

Toute absence injustifiée aux épreuves est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Les unités d'enseignement non validées donnent lieu à une session de rattrapage à l'exception de l'UE3 (rapport de stage ou mémoire de recherche du semestre 4). Les notes obtenues dans cette UE seront conservées pour cette session.

10.2 - L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne.

ARTICLE 11. Bonifications

11.1- Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent, plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 400/800 pour le semestre 3 et de 200/400 pour le semestre 4. Dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (soit un total de points de 400/800 pour le semestre 3 et de 200/400 pour le semestre 4), une note supérieure à 0 aux UE1 et UE2 et une note supérieure ou égale à 10/20 à l'UE3. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 40 et de 20 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury de diplôme peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	Droits fondamentaux du travail	Obligatoire	20	20	2 écrits de 5H portant sur 2 matières de l'UE1 désignées par le responsable du M2	200 points par épreuves	400
	Contrats de travail et emploi	Obligatoire		20			
	Marché du travail et politiques de l'emploi	Obligatoire		20			
	Dialogue social et représentation du personnel	Obligatoire		20			
	Contentieux du travail et règlement des conflits	Obligatoire		20			
UE2	Droit des sociétés et droit du travail	Obligatoire	20	15	2 interrogations orales portant sur 2 matières des UE1 et 2 désignées par le responsable du M2	200 points par épreuves	400
	Protection sociale et prévoyance	Obligatoire		15			
	Rémunération et conditions de travail	Obligatoire		15			
	Mobilité internationale du salarié	Obligatoire		15			
	Droit pénal du travail	Obligatoire		15			
	Droit de la formation professionnelle	Obligatoire		9			
	Droit de l'emploi public	Obligatoire		15			
	Anglais de spécialité	Obligatoire		9			
	Conférences*	Obligatoire		20			
Bonification		Facultatif				3.33% des points du semestre	
Total Semestre 3	40			228	800	800	

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE3	Méthodologie*	Obligatoire	20	5	Non évalué	400	400
	Voie professionnelle	A choix			Rapport de stage		
	Voie recherche	A choix			Soutenance de mémoire		
Bonification		Facultatif				3.33% des points du semestre	
Total Semestre 4			20	5		400	400
Total année				233		1200	1200

Hors maquette :

- Conférences « bonus » assurées par des professionnels, en fonction de l'actualité et de l'importance des sujets à traiter.
- Séances supplémentaires de méthodologie pour favoriser un meilleur accompagnement des étudiants dans la réalisation des rapports de stage et mémoires de recherche.
- Séances mensuelles d'actualisation organisées par les jeunes chercheurs en droit social de l'université Toulouse 1 Capitole.
- Colloque annuel du Master 2 à la préparation et l'organisation duquel les étudiants sont largement associés.



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media